

## 12.1 Monnaie - Crédit

En 2010, le besoin de financement des **administrations publiques** et des **sociétés non financières (SNF)** excède de nouveau largement la capacité de financement des ménages. Ce déséquilibre est en partie couvert par des entrées nettes de capitaux, principalement sous la forme d'acquisitions par les non-résidents de titres émis par les résidents et, pour le reste, par la capacité de financement du secteur financier. Le financement de l'économie est principalement assuré par deux types d'instruments : les crédits bancaires et les titres émis sur les marchés par les agents résidents. Les flux de crédits marquent un net rebond, lié à la vive progression des prêts immobiliers et au redressement des crédits octroyés aux entreprises. Les flux de financements obtenus sur les marchés restent quant à eux importants. Les taux d'endettement des ménages, des sociétés non financières et des administrations publiques atteignent des niveaux élevés.

Après avoir fortement augmenté en 2009, l'épargne des ménages enregistre en 2010 un léger tassement s'accompagnant d'une augmentation de leurs dépenses d'investissement, consacrées essentiellement au logement. Le taux d'épargne financière diminue assez sensiblement sous l'effet du vif rebond des flux d'endettement. En 2010, les choix de placements financiers des ménages restent proches de ceux observés en 2009. Ils privilégient les produits peu risqués en continuant d'investir massivement dans des contrats d'assurance-vie et d'alimenter leurs dépôts. En revanche, ils procèdent à des cessions de titres de créance

et réduisent leurs avoirs en titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

En 2010, le besoin de financement des SNF s'accroît légèrement. Leur épargne se redresse à la faveur d'un rebond des bénéfices réinvestis reçus des filiales implantées à l'étranger qui contribuent au gonflement du solde des revenus financiers. En dépit de l'augmentation de leur besoin de financement, le flux d'endettement des SNF enregistre un léger tassement. Le rapport de leur dette à leur valeur ajoutée continue d'augmenter, mais de façon plus mesurée qu'en 2009.

Dans le même temps, le déficit des administrations publiques se réduit légèrement mais leur dette continue d'augmenter rapidement. En regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale et les collectivités locales, on observe une nette réduction du besoin de financement. En revanche, celui des administrations de Sécurité sociale se creuse assez fortement. Au total, les émissions nettes de titres de créance, principale ressource de financement des administrations publiques, diminuent nettement en 2010.

Après avoir connu une phase de contraction durant la seconde moitié de l'année 2009, **l'agrégat monétaire M3** de la zone euro recommence à croître au cours du premier semestre 2010. Sur l'année, la progression de la part gérée en France de cet agrégat européen est nettement plus marquée que dans le reste de la zone euro. ■

### Définitions

**Agents non financiers résidents** : ensemble regroupant les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les sociétés non financières et les administrations publiques.

**Agrégats monétaires (M1, M2, M3)** : recensent les avoirs financiers les plus liquides des agents non financiers de la zone euro. L'agrégat M1 est composé des moyens de paiements (dépôts à vue et billets et pièces). M2 comprend, en plus de M1, les dépôts à court terme (comptes sur livrets). M3 inclut, outre M2, les instruments négociables détenus sur des institutions monétaires (notamment titres d'OPCVM monétaires et certificats de dépôts).

**Administrations publiques, dépôt à terme, dépôt à vue, sociétés non financières (SNF)** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'assurance-vie en 2010 – Une composante majeure du patrimoine des ménages », *Insee Première* n° 1361, juillet 2011.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2011.
- *Bulletin de la Banque de France*, n° 184, 2<sup>e</sup> trimestre 2011.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Endettement des agents non financiers en 2010

en fin de période en milliards d'euros

	Encours brut	10/09 en %
<b>Endettement des agents non financiers</b>	<b>4 032,5</b>	<b>5,6</b>
Ménages et assimilés <sup>1</sup>	1 050,7	6,2
Sociétés non financières	1 275,9	2,6
Administrations publiques	1 706,0	7,6
<b>Crédits obtenus auprès des IF résidentes<sup>2</sup></b>	<b>2 066,0</b>	<b>4,2</b>
Ménages et assimilés <sup>1</sup>	1 050,7	6,2
Sociétés non financières	809,6	0,9
Administrations publiques	205,7	7,9
<b>Crédits obtenus auprès des IF non résidentes</b>	<b>72,4</b>	<b>-1,8</b>
<b>Dépôts au passif du Trésor<sup>3</sup></b>	<b>23,0</b>	<b>7,6</b>
<b>Financements de marchés</b>	<b>1 871,2</b>	<b>7,0</b>
Sociétés non financières	399,7	-11,3
Titres de créance à court terme	17,0	8,0
Titres de créance à long terme	382,8	7,7
Administrations publiques	1 471,4	-3,1
Titres de créance à court terme	220,4	9,9
Titres de créance à long terme	1 251,0	9,9

1. Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. IF (Institutions financières) : institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers (CNA, CNT, comité interprofessionnel du logement, OPCVM non monétaires, fonds communs de titrisation).

3. Dépôts auprès du Trésor pour toutes les contreparties autres que les administrations publiques.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2005.

## Principaux indicateurs monétaires et financiers en France et dans la zone euro

taux de croissance de déc. à déc. en %

	2007	2008 (r)	2009 (r)	2010
<b>M1</b>				
Zone euro <sup>1</sup>	4,0	3,5	12,2	4,3
France (contribution)	6,0	0,2	6,5	7,2
<b>M2</b>				
Zone euro <sup>1</sup>	10,2	8,4	1,5	2,2
France (contribution)	13,9	8,1	0,0	7,4
<b>M3</b>				
Zone euro <sup>1</sup>	11,6	7,6	-0,4	1,7
France (contribution)	15,7	5,3	-4,2	6,6
<b>Crédits au secteur privé</b>				
Zone euro <sup>1</sup>	11,2	5,8	-0,1	1,8
France <sup>2</sup>	14,9	7,0	-0,6	5,0

1. Données corrigées des effets saisonniers et calendaires.

2. Crédits consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant en France aux résidents de la zone euro hors IFM et hors administration centrale.

Source : Banque de France.

## Dépôts et dépôts à terme

encours fin de période en milliards d'euros

	2008	2009	2010
<b>Dépôts à vue</b>	<b>481,4</b>	<b>513,7</b>	<b>555,1</b>
dont : ménages	243,7	262,4	278,4
sociétés non financières	154,5	167,0	182,5
<b>Comptes sur livret</b>	<b>486,0</b>	<b>501,1</b>	<b>518,8</b>
dont : livrets A et bleus	164,4	183,4	193,5
livrets soumis à l'impôt	145,4	146,5	159,8
<b>Dépôts à terme de 2 ans ou moins</b>	<b>185,3</b>	<b>131,3</b>	<b>133,4</b>
<b>Dépôts à terme de plus de 2 ans</b>	<b>260,9</b>	<b>362,4</b>	<b>377,0</b>
dont ménages	223,2	241,4	248,0
dont plans d'épargne logement	168,7	173,8	182,3

Source : Banque de France.

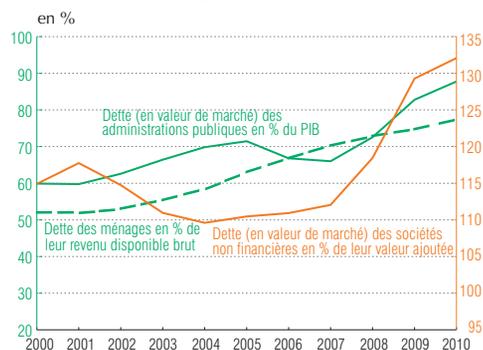
## Crédits des établissements de crédit implantés en France à des résidents français

encours fin de période en milliards d'euros

	2008	2009	2010
<b>Crédits des institutions financières monétaires</b>			
Secteur privé	1 839,8	1 827,5	1 930,6
Administrations publiques	173,8	196,1	217,8
<b>Total</b>	<b>2 013,5</b>	<b>2 023,6</b>	<b>2 148,4</b>
<b>Évolution en %</b>	<b>5,9</b>	<b>0,5</b>	<b>5,3</b>
<b>Crédits aux sociétés non financières</b>			
Investissement	312,6	323,9	335,7
Trésorerie	216,2	184,5	177,9
Autres objets	252,9	260,9	267,2
<b>Total</b>	<b>781,6</b>	<b>769,3</b>	<b>780,8</b>
<b>Évolution en %</b>	<b>9,5</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,2</b>
<b>Crédits aux ménages</b>			
Habitat	710,0	737,6	796,6
Trésorerie	145,5	152,9	154,7
Autres objets	84,7	84,2	87,1
<b>Total</b>	<b>940,1</b>	<b>974,7</b>	<b>1 038,4</b>
<b>Évolution en %</b>	<b>7,3</b>	<b>4,0</b>	<b>6,6</b>

Source : Banque de France.

## Ratios de dette des agents non financiers



Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Taux d'intérêt à court et à long terme par pays

taux moyen annuel en %

	1999	2009	2010
<b>France</b>			
Court terme	2,93	1,19	0,75
Long terme	4,62	3,65	3,11
<b>Zone euro</b>			
Court terme	2,93	1,19	0,75
Long terme	4,66	4,03	3,79
Royaume-Uni			
Court terme	5,46	1,14	0,78
Long terme	5,06	3,60	3,53
États-Unis			
Court terme	5,37	0,95	0,50
Long terme	5,73	3,27	3,22
Japon			
Court terme	0,24	0,56	0,30
Long terme	1,75	1,35	1,18

Note : les taux interbancaires à trois mois (taux à court terme) sont identiques pour les pays de la zone euro. Les taux à long terme sont les taux se référant au rendement des obligations d'État.

Sources : Banque centrale européenne ; Banque de France.